



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
2 décembre 2024
Français
Original : anglais

Première session ordinaire de 2025

27 au 31 janvier 2025, New York

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

**Descriptif de programme de pays pour le Rwanda
(2025-2029)**

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable	2
II. Priorités du programme et partenariats	5
III. Administration du programme et gestion des risques	11
IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme	12
Annexe	
Cadre de résultats et d'allocation de ressources pour le Rwanda (2025-2029)	14



I. Rôle du PNUD au regard du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable

1. Doté d'une population de 13,2 millions d'habitants, le Rwanda a réalisé des progrès louables en matière de développement socioéconomique en Afrique¹. L'indice de développement humain national a augmenté de 119 % entre 1990 et 2018, soit le taux de croissance de l'indice de développement humain le plus élevé au monde². Avec ses systèmes de gouvernance³, le Rwanda occupe la première place du continent africain sur l'indice de l'État de droit depuis 2021. Il se classait également à la douzième place sur l'indice mondial de l'écart entre les genres en 2023, 63,75 % des sièges parlementaires étant détenus par des femmes en 2024⁴.

2. La croissance nationale s'est élevée en moyenne à 6,9 % au cours de la dernière décennie (48 % dans le secteur des services, 25 % dans l'agriculture et 19 % dans l'industrie)⁵. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est passé de 752 dollars à 1 031 dollars au cours de la dernière décennie⁶. Reconnu comme un chef de file mondial en matière de protection de l'environnement grâce à ses contributions déterminées au niveau national 2.0, le Rwanda préside actuellement le Partenariat mondial pour les contributions déterminées au niveau national et mène la lutte contre les plastiques à usage unique⁷. Le Rwanda a enregistré des progrès significatifs dans la réalisation des objectifs de développement durable en matière de santé, d'enseignement, d'égalité des genres, d'eau propre et d'action climatique grâce à un renforcement des services et à des initiatives de résilience, conformément aux deux examens nationaux volontaires présentés au forum politique de haut niveau. Sur 166 pays, le Rwanda se classe 126^e en ce qui concerne les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable, avec un score de 60,87 % pour l'indice global⁸.

3. Malgré ces progrès, l'analyse commune de pays 2023 montre que le Rwanda reste un pays à faible revenu aux prises avec de graves problèmes, notamment une forte inflation alimentaire, des inégalités (coefficient de Gini de 0,429 en 2017)⁹, une faible productivité du travail, un taux de chômage élevé (16,8 % dans l'ensemble et 20,5 % pour les jeunes de 16 à 30 ans)¹⁰, des inégalités de genre, un faible engagement civique et un taux de pauvreté de 38,2 % en 2017 (dont 16 % d'extrême pauvreté). L'indice de pauvreté multidimensionnelle s'élève à 0,231, 48,8 % de la population vivant dans une pauvreté multidimensionnelle (19,6 % dans les zones urbaines,

¹ Institut national de la statistique du Rwanda, cinquième recensement de la population et de l'habitat, août 2022.

² PNUD, Rapport sur le développement humain 2023-2024 : Sortir de l'impasse – Repenser la coopération dans un monde polarisé.

³ Le système de gouvernance rwandais promeut les principes de responsabilité, de transparence, de paix et de sécurité tout en poursuivant les principaux objectifs nationaux (développement économique, inclusion sociale et accès équitable aux ressources).

⁴ Commission électorale nationale, élections législatives, juillet 2024.

⁵ Gouvernement rwandais, examen national volontaire du Rwanda, 2023.

⁶ Institut national de la statistique du Rwanda, Rwanda Annual Gross Domestic Report 2022/2023.

⁷ Global Alliance for Incinerator Alternatives, Rwanda: A Global Leader in Plastic Pollution Reduction, 2021.

⁸ Rapport sur le développement durable, 2024.

⁹ Institut national de la statistique du Rwanda, Integrated Household Living Conditions Survey 5 (EICV5), 2017.

¹⁰ Institut national de la statistique du Rwanda, Labour Force Survey Q2-2024.

54,8 % dans les zones rurales) et 22,7 % étant susceptibles de basculer dans une pauvreté multidimensionnelle¹¹.

4. Associée à une forte densité de population, la dépendance à l'égard de secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture, l'énergie et les infrastructures met à rude épreuve les ressources naturelles du pays et accroît la vulnérabilité face aux changements climatiques, menaçant ainsi la croissance. Les groupes vulnérables – les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les communautés rurales – sont touchés de manière disproportionnée : ils ont un accès limité à l'éducation, aux soins de santé et aux perspectives économiques, et connaissent une aggravation de la pauvreté et des inégalités. Pour réaliser sa Vision 2050, le Rwanda doit atteindre une croissance annuelle moyenne du PIB d'au moins 12 % entre 2018 et 2035, et de 10 % entre 2035 et 2050¹².

5. Dans le précédent descriptif de programme de pays, le PNUD a préconisé des financements innovants en faveur de la nature, de la durabilité environnementale, de la gouvernance inclusive et de l'accès à la justice. Des difficultés persistent quant à l'intégration de la nature et des droits humains dans la gouvernance et au renforcement des organisations de la société civile aux fins du dialogue sur les politiques, de l'engagement politique et de l'éducation civique. Les dynamiques régionales, en particulier le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo, continuent de susciter la méfiance et les tensions politiques dans la région. Les recommandations de l'évaluation indépendante du programme pays mettent l'accent sur une croissance inclusive et durable, des financements innovants et la protection de la nature dans les futurs programmes.

6. Le Rwanda a une vision claire des réponses à apporter aux problèmes de développement pour atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici à 2035 et le statut de pays à revenu élevé d'ici à 2050. Parmi ses priorités figurent la prospérité, une qualité de vie élevée, la neutralité carbone, la résilience aux changements climatiques et la gestion durable de la nature. Le Rwanda a intégré les objectifs de développement durable dans ses deux stratégies nationales de transformation (2018-2024 et 2025-2029), en mettant l'accent sur l'égalité des genres, la croissance favorable aux pauvres, la cohésion communautaire, la gestion financière prudente, la tolérance zéro à l'égard de la corruption et les investissements dans le tourisme, les infrastructures et le capital humain.

7. La stratégie nationale de transformation 2025-2029 repose sur trois piliers : i) le pilier économique, axé sur des systèmes agroalimentaires productifs et modernisés, la croissance durable, les investissements privés, la création d'emplois, l'urbanisation, la résilience aux changements climatiques et la transformation de la société et de la gouvernance ; ii) le pilier social, qui vise à améliorer la qualité de vie en renforçant l'accès à la santé, à l'éducation, à la nature, à l'eau, à l'assainissement, à la protection sociale et à l'égalité des genres ; et iii) le pilier gouvernance qui vise à créer un environnement stable et ouvert à tous et qui comprend la bonne gouvernance, la justice, la décentralisation, la participation citoyenne, la prestation de services, la paix et la sécurité. Ces piliers sont repris par le Plan-cadre de coopération pour le développement durable des Nations Unies 2025-2029, qui met l'accent sur la croissance économique inclusive, l'autonomisation du capital humain, l'accès à des services sociaux de qualité et une gouvernance transparente et responsable.

¹¹ Alkire, S., Kanagaratnam, U. et Suppa, N., The global Multidimensional Poverty Index 2023: Country results and methodological notes. Oxford Poverty and Human Development Initiative, Université d'Oxford, 2023.

¹² Gouvernement rwandais, Vision 2050.

8. En phase avec la stratégie nationale de transformation 2025-2029, le Plan-cadre de coopération pour 2025-2029 veille à ce que tous les Rwandais et toutes les Rwandaises, en particulier les plus vulnérables, bénéficient d'un développement durable et inclusif. Le Plan-cadre de coopération reprend les piliers de la stratégie 2025-2029 pour se concentrer sur la croissance économique inclusive, la résilience aux changements climatiques, la protection de la nature, les services sociaux de qualité et une gouvernance et des droits humains solides. Il met l'accent sur la transformation des aspects relatifs au genre, sur la diversification de la croissance économique et sur la bonne gouvernance, afin d'améliorer les moyens de subsistance et de favoriser la paix, en s'appuyant sur le principe des « 5 P » : personnes, prospérité, planète, paix et partenariats. Il encourage la collaboration entre les organismes des Nations Unies, les pouvoirs publics, les organisations de la société civile, le monde universitaire et le secteur privé, en intégrant la durabilité environnementale dans tous les domaines.

9. L'avantage comparatif du PNUD au sein du système des Nations Unies au Rwanda réside dans sa capacité à impliquer diverses parties prenantes. Fort de partenariats solides entre les pouvoirs publics, les organismes des Nations Unies, les partenaires du développement, les institutions financières internationales et les organisations de la société civile, le PNUD est idéalement bien placé pour intégrer des solutions économiques, environnementales et de gouvernance en vue de résoudre les principaux problèmes de développement. Le PNUD mettra à profit sa capacité à mobiliser des ressources techniques et financières pour soutenir une transition nationale vers une économie à faibles émissions de carbone, promouvoir une gouvernance inclusive et faire progresser l'égalité des genres, en veillant à ce que les efforts de développement soient holistiques, durables et conformes aux objectifs de l'Organisation des Nations Unies pour le pays.

10. Pour faire face à des enjeux de développement spécifiques, le PNUD codirigera deux réalisations du Plan-cadre de coopération. S'agissant de la réalisation 1, la force du PNUD réside dans l'intégration des aspects liés à l'économie, à la nature et à l'environnement, ce qui le met en position de promouvoir une croissance économique inclusive et résiliente en soutenant la création d'emplois durables, le développement du secteur privé, la protection de la nature, la résilience aux changements climatiques et l'adoption de technologies vertes. S'agissant de la réalisation 3, l'expertise du PNUD en matière de gouvernance sera cruciale pour renforcer les capacités institutionnelles en faveur d'une prestation de services responsable, des droits humains, de l'État de droit, de la cohésion sociale et de l'engagement des citoyens. En outre, l'accent mis par le PNUD sur l'inclusion sociale et la protection viendra indirectement appuyer la réalisation 2 en améliorant l'accès à des services de qualité pour les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables, ce qui favorisera la transformation sociale et l'équité. Cela permet au PNUD de contribuer aux trois piliers de la stratégie nationale de transformation 2025-2029 et d'aider le Rwanda à réaliser sa Vision 2050 en faveur d'une vie de qualité pour toutes et tous. Guidée par la numérisation, l'innovation, la pensée systémique et le financement du développement, cette approche cible les besoins des populations vulnérables.

11. En mobilisant des volontaires et en facilitant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, le PNUD encourage l'échange de connaissances et le renforcement des capacités, permettant ainsi aux institutions nationales de concrétiser des réalisations majeures. L'approche intégrée du PNUD est en phase avec le Plan-cadre de coopération, afin de garantir un soutien coordonné aux priorités du Rwanda et de promouvoir un avenir durable et inclusif.

II. Priorités du programme et partenariats

12. Le programme 2024-2029 du PNUD découle du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et s'inspire de la Vision 2050 du Rwanda, de sa stratégie nationale de transformation 2025-2029 et des objectifs de développement durable. Dans ses priorités, le programme intègre les six solutions types du Plan stratégique du PNUD (2022-2025), tout en tirant parti des catalyseurs que sont l'innovation stratégique, la numérisation et le financement du développement. Les priorités du programme ont été élaborées conjointement dans le cadre de consultations techniques et d'échanges de haut niveau menés par l'équipe de pays des Nations Unies, en collaboration avec le Gouvernement et les partenaires du développement, afin d'accroître leurs effets et de susciter un changement durable et systémique dans un paysage de développement complexe.

13. Ce programme favorise l'innovation, la cohérence des politiques et la capacité institutionnelle à tous les niveaux. La théorie du changement vise des résultats porteurs de transformation en matière de croissance économique, de résilience aux changements climatiques, de transparence et de responsabilité de la gouvernance, d'inclusion sociale et de promotion d'un développement durable et inclusif. Reposant sur le principe de « ne laisser personne de côté » et sur une approche fondée sur les droits humains, le programme donne la priorité à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et d'autres groupes vulnérables, en particulier ceux qui ont un accès limité aux ressources. Le programme met également l'accent sur l'efficacité, la responsabilité, la transparence et la participation, en mettant en œuvre des stratégies intégrées en faveur d'une économie verte et inclusive, de la résilience climatique, de moyens de subsistance durables, de l'égalité des genres, des droits humains, de l'état de droit et de la cohésion sociale. En collaboration avec les pouvoirs publics, le secteur privé, les institutions financières internationales, le monde universitaire, la société civile et les partenaires du développement et grâce à son travail d'orientation de la réflexion, à son expertise analytique et à son excellence opérationnelle, le PNUD contribuera à la réussite de la mise en œuvre du programme.

14. La théorie du changement prévoit la transformation des systèmes pour parvenir à une croissance durable et inclusive, à des communautés prospères et à une égalité d'accès aux services dans un environnement pacifique et sûr. L'accent sera mis à cet effet sur quatre domaines interconnectés : l'économie, la nature et l'environnement, la gouvernance et le social.

15. Sous-tendue par le financement du développement et de l'action climatique, la transformation économique stimulera une croissance résiliente grâce au développement du secteur privé et à l'entrepreneuriat, ce qui permettra de créer des emplois verts et de soutenir la réduction des risques dès les premiers stades, avec pour résultat un renforcement des capacités des institutions à tous les niveaux à fournir des services inclusifs et anticipatifs qui transforment les aspects relatifs au genre et qui favorisent l'unité, la cohésion sociale et une paix durable. Les interventions comprendront le renforcement des institutions nationales, régionales et locales afin de fournir des services inclusifs tenant compte des questions de genre, de favoriser des mesures de gouvernance anticipatives et efficaces face aux problèmes émergents, et de promouvoir la cohésion et l'unité sociales.

16. La durabilité environnementale et la résilience climatique seront atteintes grâce à la protection et à la restauration de la nature, à l'atténuation des changements climatiques, à l'adaptation, à la gestion des risques de catastrophe et à l'accès aux énergies renouvelables – tout en assurant des moyens de subsistance durables et une gestion durable des ressources naturelles, afin de favoriser une stabilité socioéconomique à long terme.

17. Il est essentiel de transformer la gouvernance pour créer un environnement favorable aux systèmes économiques et environnementaux. En améliorant la décentralisation, la gouvernance locale et les cadres juridiques, et en renforçant les capacités nationales et infranationales, les réformes de la gouvernance favoriseront la transparence, la responsabilité et la prise de décision inclusive fondée sur des données probantes, ce qui se traduira par un développement environnemental et socioéconomique équitable et une efficacité accrue des politiques relatives à la nature, à l'environnement et à l'économie.

18. Le renforcement du système social, grâce à un engagement civique et médiatique accru et à un accès équitable à des services de qualité, favorisera la cohésion sociale et la stabilité régionale. Cela est essentiel pour maintenir la croissance économique, une gouvernance efficace, la gestion de la nature et de l'environnement en créant une boucle de rétroaction positive dans les quatre domaines afin de stimuler une croissance durable et inclusive, de construire des communautés prospères et de garantir un accès équitable aux services dans un environnement pacifique et sûr.

19. Pour obtenir des résultats, il faut un engagement politique continu et une appropriation nationale, des cadres juridiques favorables aux processus de réforme, une stabilité régionale, la promotion d'un environnement sûr pour la croissance et un financement durable et adéquat pour stimuler les efforts interconnectés.

20. Le chemin d'impact consiste en une croissance de l'innovation verte et du secteur privé, qui stimule une transformation économique résiliente et durable tout en soutenant les efforts de durabilité environnementale, tels que la conservation, la résilience climatique et les énergies renouvelables. Il est indispensable de mettre en place une gouvernance efficace et de promouvoir les principes de transparence et de responsabilité pour soutenir ces efforts. La transformation sociale au travers de l'engagement civique, de l'équité des services et de la cohésion sociale garantit la stabilité régionale et crée une boucle de rétroaction où l'économie, la nature et l'environnement et le progrès social se renforcent mutuellement, aboutissant à des communautés prospères, inclusives et durables.

21. Au Rwanda, le PNUD utilisera une approche par portefeuille pour augmenter sa portée et susciter un changement durable et systémique dans un paysage de développement complexe. Les principes clés comprennent l'exploitation des données numériques et de l'innovation au service d'une croissance économique résiliente et positive pour la nature, la mise à l'échelle de projets pilotes dans les domaines de l'agriculture et de l'énergie, et la priorisation de la prise de décision en temps réel fondée sur les données. Sur la base des enseignements tirés de l'évaluation indépendante du programme de pays 2023 et de l'analyse commune de pays 2023, le PNUD reliera les politiques aux applications pratiques, afin de s'attaquer aux causes profondes et de promouvoir des interventions intersectorielles coordonnées.

22. Le PNUD collaborera avec le Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies, le Gouvernement, les partenaires de développement, les institutions financières internationales, le secteur privé, les organisations de la société civile et les médias pour faire progresser la numérisation, l'innovation, l'état de droit, le renforcement des capacités, l'accès aux énergies renouvelables, la coordination de l'aide humanitaire, le soutien aux réfugiés, les efforts de consolidation de la paix, l'égalité des genres et l'autonomisation des jeunes en favorisant les possibilités d'emplois décents, y compris le développement de compétences d'avenir. Le PNUD tirera parti de plateformes innovantes et de programmes conjoints tels que *timbuktoo*, *YouthConnekt* et le laboratoire d'accélération de l'innovation et de la numérisation.

23. Conscient des interdépendances entre les ressources naturelles et la croissance économique, le PNUD collaborera avec les organismes gouvernementaux, les partenaires de développement, le secteur privé, les institutions financières internationales, le milieu universitaire, les bénévoles, les organisations de la société civile et les communautés pour promouvoir une croissance économique diversifiée, résiliente et inclusive tout en conservant et en préservant les ressources naturelles et en promouvant des emplois verts fondés sur la nature et respectueux de la biodiversité. Cette approche fondée sur le partenariat permettra de créer des emplois décents, de réduire la pauvreté et d'améliorer les moyens de subsistance des groupes vulnérables, en particulier les jeunes, les femmes et les personnes en situation de handicap.

Environnement et transformation économique

24. Les priorités au titre de ce pilier ont trait aux solutions types relatives à la pauvreté et aux inégalités, à la résilience, à l'environnement et à l'énergie (solutions types 1, 3, 4, 5, 6 et objectifs de développement durable 1, 5, 7, 8, 9, 10, 12, 13, 15, et 17). Le PNUD aidera le pays à mener des recherches et à produire et à utiliser des données pour prendre des décisions fondées sur des données probantes.

25. Le PNUD exploitera les débouchés commerciaux et les marchés de niche offerts par la Zone de libre-échange continentale africaine et diversifiera les financements en collaborant avec le Ministère du commerce et de l'industrie, le Ministère des finances et de la planification économique et le secteur privé afin de stimuler les exportations et de promouvoir la gouvernance environnementale et sociale. S'appuyant sur le cadre de financement national intégré, le PNUD promouvra les stratégies de financement vert, y compris les marchés du carbone et les obligations thématiques pour mobiliser des ressources.

26. Le PNUD soutiendra la gestion, l'utilisation et la protection durables des ressources naturelles par les secteurs public et privé, et s'attachera à accélérer l'adoption de technologies vertes et de pratiques durables dans le but de construire une économie résiliente capable d'attirer les innovations et les investissements. Le PNUD privilégiera l'innovation, la recherche et les compétences pour créer des emplois verts grâce à des solutions fondées sur la nature et des chaînes de valeur régionales tenant compte du genre et de l'inclusion sociale.

27. Le PNUD capitalisera sur sa promesse climatique pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie de croissance verte et de résilience climatique et la préparation des contributions déterminées au niveau national 3.0. Parmi les domaines prioritaires figurent le renforcement des capacités humaines et institutionnelles d'intégration du climat dans la planification et la budgétisation, la sensibilisation au rôle de la nature dans l'atténuation des changements climatiques, l'exploration du financement climat-carbone, la promotion d'une agriculture résiliente aux changements climatiques et le soutien à la restauration des écosystèmes à l'échelle communautaire. Il s'agira également de catalyser les investissements verts, de favoriser les initiatives d'économie circulaire au moyen de partenariats public-privé, de renforcer les compétences vertes des jeunes et des femmes et d'améliorer les cadres juridiques et politiques pour l'utilisation durable des ressources naturelles et la préservation de la diversité biologique.

28. Le PNUD intégrera son initiative en faveur de la nature (Nature Pledge), qui vise à inscrire la nature dans le développement économique durable et le bien-être humain. L'approche s'appuiera sur des solutions fondées sur la nature pour aborder des domaines critiques tels que la préservation de la diversité biologique, l'adaptation aux changements climatiques et la gestion durable des ressources naturelles.

29. Pour s'adapter aux changements climatiques et en atténuer les effets, le PNUD pilotera des pratiques d'adaptation, en tirera des enseignements et les transposera à plus grande échelle en tenant compte des liens entre la pauvreté et l'environnement grâce à une approche paysagère intégrée pour la protection de la nature, la gestion des ressources naturelles et la sécurité alimentaire, des modèles de suivi innovants, l'intégration du genre et l'intégration de la résilience aux changements climatiques dans les politiques et les stratégies. Le PNUD s'appuiera sur le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds vert pour le climat pour continuer à mettre en œuvre des plans d'action communautaires tenant compte des questions de genre afin de garantir des mesures intégrées d'adaptation et d'atténuation axées sur la durabilité et la pauvreté. Une aide sera également apportée à l'extension des systèmes d'assurance contre les risques basés sur des indices météorologiques.

30. Le PNUD collaborera avec le Ministère de l'environnement, le Ministère des finances et de la planification économique et le Ministère des infrastructures pour élargir l'accès aux énergies renouvelables, en particulier dans les zones éloignées et mal desservies. Ce partenariat favorisera une économie circulaire et stimulera les investissements dans les énergies renouvelables et les solutions de cuisson propre. Le PNUD donnera la priorité à l'analyse politique, au plaidoyer et aux services de conseil pour réduire les risques liés aux investissements dans les énergies renouvelables (débloquent l'accès aux investissements), stimuler l'action locale, l'esprit d'entreprise et l'innovation au niveau local, créer un environnement propice à l'expansion du marché des services liés aux énergies renouvelables, tester des modèles d'entreprise et des technologies avec la participation du secteur privé, et constituer une réserve de projets susceptibles de recevoir le soutien des banques pour attirer les investissements dans le secteur de l'énergie.

31. Conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), le PNUD collaborera avec l'Agence rwandaise de la météorologie et le Ministère de la gestion des urgences pour faire face à l'augmentation des risques climatiques et des risques de catastrophe. Les efforts porteront en priorité sur le renforcement des systèmes d'alerte précoce et de réduction des risques, la production de données ventilées par genre et par handicap sur les risques multiples et le calcul des pertes et préjudices potentiels. Le PNUD soutiendra l'établissement d'un état des lieux de la gouvernance du climat et des risques de catastrophe, l'intégration de la réduction des risques dans la planification et la budgétisation nationales, le renforcement de la reprise après sinistre, la promotion des investissements dans la gestion des risques de catastrophe et la prise en compte des incidences en fonction du genre et de la situation de handicap.

Gouvernance porteuse de transformations

32. Pour résoudre les problèmes systémiques de gouvernance, tels que le manque de capacités aux niveaux national et infranational, la faible participation citoyenne, la méconnaissance des droits, le faible niveau d'exercice de la liberté des médias, le manque de capacités des débiteurs d'obligations, l'instabilité régionale et les arriérés judiciaires, le PNUD usera de son rôle d'intégrateur pour favoriser un dialogue inclusif avec les pouvoirs publics, les partenaires du développement et du système des Nations Unies, les organisations de la société civile, les médias, le secteur privé et les groupes vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les personnes en situation de handicap et les personnes réfugiées¹³. Les interventions intégrées contribueront à la

¹³ Office rwandais de la gouvernance, Media Barometer 2021 : <https://www.rgb.rw/publications/media-barometer>.

réalisation des objectifs de développement durable 5, 10, 16 et 17 et concorderont avec les solutions types 2 et 6.

33. Le PNUD fera appel à l'innovation stratégique et à la numérisation pour améliorer la gouvernance électronique, les systèmes d'alerte précoce, le retour d'information de la part des citoyens et l'accès à la justice en transposant à plus grande échelle les systèmes de gouvernance électronique, en explorant les possibilités d'intelligence artificielle inclusive qui reflètent les valeurs africaines et en élaborant des plateformes numériques telles qu'un tableau de bord servant au contrôle de l'exécution pour le Bureau du Premier Ministre ou un portail de données ouvertes pour l'Office de l'Ombudsman afin de soutenir les lanceurs d'alerte, et de renforcer ainsi la reddition de comptes. Fort d'outils performants tels que le système électronique intégré de gestion des dossiers, le PNUD entend poursuivre le développement de plateformes d'accès à la justice et à la mémoire numérique du génocide.

34. En partenariat avec le Ministère de la justice, le pouvoir judiciaire et les organisations de la société civile, le PNUD intensifiera la mise en œuvre de la justice pénale et des politiques de règlement alternatif des litiges, afin de garantir un accès inclusif et équitable à la justice pour les personnes les plus vulnérables. En outre, le Ministère de la Justice, la Commission nationale des droits de l'homme et le PNUD promouvront un programme sur les entreprises et les droits humains avec les porteurs de devoirs et les titulaires de droits, afin de sensibiliser le secteur privé et de faire respecter les obligations en matière de droits humains prévues par les cadres régionaux et internationaux. Le PNUD soutiendra les droits à la liberté d'opinion et d'expression, à la liberté de la presse et à la liberté d'association et de réunion pacifique, conformément aux recommandations de l'Examen périodique universel et à la Constitution rwandaise.

35. Pour renforcer la sécurité nationale et la justice, le PNUD collaborera avec l'Institut médico-légal de Kigali et le Bureau d'enquête du Rwanda pour concevoir des innovations permettant de faire face aux nouvelles menaces telles que la cybercriminalité, la traite des êtres humains, la criminalité organisée et la criminalité environnementale. Les efforts porteront sur l'analyse médico-légale, les outils de prévention de la criminalité numérique et les initiatives de renforcement des capacités des forces de l'ordre, ainsi que sur l'amélioration des enquêtes fondées sur des preuves et de la coopération régionale dans le domaine de la criminalité transnationale. La police nationale du Rwanda et le PNUD multiplieront les initiatives de prévention de la criminalité par l'intermédiaire de la police de proximité.

36. En collaboration avec la Rwanda Peace Academy et d'autres partenaires, le PNUD œuvrera à la consolidation de la paix et de la sécurité, au niveau national et transfrontière, au moyen d'opérations de maintien de la paix, d'initiatives transfrontières et d'efforts de démobilisation, de désarmement et de réintégration. Le PNUD promouvra la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité et de la résolution 2550 du Conseil de sécurité sur les jeunes, la paix et la sécurité, en s'appuyant sur des initiatives menées par des jeunes telles que *Imboni z'umutekano*. Les collaborations avec les jeunes volontaires permettront aux jeunes de diriger, de participer, de s'engager comme volontaires et de contribuer de manière significative aux efforts de paix et de sécurité au Rwanda et ailleurs. Le PNUD encouragera une paix durable au travers d'initiatives qui renforcent l'unité nationale, préservent la mémoire historique, consolident la résilience communautaire, positionnent le Rwanda en tant que moteur régional de la paix, et renforcent les capacités des organisations confessionnelles, des organisations de volontaires et d'autres groupes à prévenir les conflits familiaux ou

communautaires et à documenter les initiatives de prévention fructueuses en vue de les étendre et d'en partager les enseignements.

37. Fort du succès du label égalité des genres dans le secteur privé, le PNUD travaillera avec l'Office rwandais de normalisation pour institutionnaliser la norme nationale sur le genre RS/560:2023¹⁴. Le PNUD travaillera avec l'Observatoire rwandais du genre pour l'étendre aux microentreprises et aux petites et moyennes entreprises, tout en promouvant la responsabilisation sur les questions de genre en collaboration avec le secteur privé, le Forum des femmes parlementaires et le Rwanda Men's Resource Centre. Pour favoriser la cohésion sociale et la stabilité, le PNUD soutiendra l'entrepreneuriat et l'employabilité en se concentrant sur le développement de compétences ciblées, le mentorat et l'accès à des financements innovants pour les secteurs émergents tels que l'agriculture résiliente aux changements climatiques et le secteur de la création. En faisant véritablement participer les jeunes à la gouvernance, le PNUD garantira une prise de décision inclusive qui cultive le sens de la responsabilité civique et de l'appropriation de leur avenir. Les initiatives s'attaqueront également aux normes sociales et culturelles qui perpétuent les inégalités et entravent l'autonomisation des femmes et des filles, notamment grâce à des projets de prévention de la violence fondée sur le genre reposant sur l'approche « Men Engage ».

38. Pour renforcer la responsabilité des autorités publiques et la prestation de services, le PNUD collaborera avec les pouvoirs publics, l'Office de l'Ombudsman et les parlementaires dans le but d'améliorer la gestion des finances publiques, de promouvoir une prise en compte des questions de genre dans le processus budgétaire et de stimuler le rôle de la société civile dans les processus de gouvernance. Le PNUD accordera la priorité au contrôle parlementaire, aux performances des districts et au développement économique local, afin de remédier aux disparités et de promouvoir une croissance équitable. Pour ce faire, il analysera les contrats de performances locales afin de fournir un soutien ciblé aux districts les moins performants et de garantir des résultats équilibrés en matière de développement. Le PNUD investira dans les dispositifs d'application du principe de responsabilité, la production de données inclusives et la collaboration intersectorielle pour améliorer la gestion des finances publiques et promouvoir une prise en compte des questions de genre dans le processus budgétaire. Au Rwanda, le PNUD renforcera également les capacités des organisations de la société civile et des médias à mobiliser les citoyens et à défendre leurs intérêts, tout en facilitant le dialogue et les partenariats avec les institutions gouvernementales.

39. Pour améliorer l'efficacité de la prestation de services, le PNUD renforcera les capacités des institutions nationales et infranationales en collaboration avec le Ministère de l'administration locale. En tant qu'intégrateur de la gouvernance, le PNUD établira des partenariats stratégiques pour fournir des services consultatifs complets et une expertise intersectorielle. Par ailleurs, le PNUD facilitera les dialogues nationaux et régionaux afin de partager les expériences, de recenser les meilleures pratiques et d'élaborer des solutions durables.

40. La Rwanda Cooperation Initiative, l'Office rwandais de la gouvernance et le PNUD collaboreront pour renforcer la coopération Sud-Sud en répertoriant les solutions locales et en partageant les expériences fructueuses avec les pays du Sud. En outre, le PNUD travaillera avec la police nationale rwandaise, la Rwanda Peace Academy et d'autres institutions concernées afin d'échanger les meilleures pratiques en matière de paix et de sécurité dans la région. Mettant à profit le travail des Volontaires des Nations Unies et d'autres partenaires, le PNUD autonomisera les

¹⁴ Rwanda Standards Board : <https://portal.rsb.gov.rw/>.

jeunes au travers de programmes nationaux de volontariat, de comités de police communautaire et de centres de jeunes volontaires de la Fondation Imbuto. Les jeunes bénéficieront d'une formation et d'un mentorat pour les aider à se mobiliser et à assumer des responsabilités au sein de la communauté, de sorte qu'ils ne soient pas seulement les bénéficiaires du développement, mais qu'ils participent activement à la gouvernance au moyen de plateformes et de réseaux numériques qui favorisent la responsabilité civique.

41. Le PNUD adoptera une approche intégrée qui répondra aux besoins humanitaires immédiats tout en jetant les bases d'une paix à long terme et d'un développement durable. En alignant les interventions humanitaires sur les initiatives de développement et les efforts de consolidation de la paix, le PNUD contribuera à renforcer la résilience, à réduire les vulnérabilités et à consolider les systèmes de gouvernance. Parmi les stratégies spécifiques figurent la fourniture de services consultatifs en amont pour élaborer et réviser les politiques, les cadres réglementaires et les stratégies alignés sur les priorités nationales et les engagements internationaux.

III. Administration du programme et gestion des risques

42. Les vulnérabilités environnementales et climatiques, les instabilités financières et macroéconomiques, l'idéologie génocidaire, les faibles taux de cohésion sociale, l'instabilité régionale, la persistance de normes sociales négatives en matière de genre, le manque d'habileté numérique et de compétences parmi les groupes vulnérables et les crises sanitaires font peser des risques importants sur les efforts de développement. Pour atténuer ces risques, le PNUD procédera à des évaluations complètes des risques et à des examens réguliers pour contrôler l'impact et garantir la résilience et la durabilité.

43. Le PNUD consolidera les systèmes de sauvegarde sociale et environnementale en aidant les secteurs privé et public à renforcer leurs capacités à appliquer les principes de gouvernance environnementale et sociale et à promouvoir la prise de décisions fondées sur des données et des preuves pour faire face aux risques.

44. Pour remédier aux instabilités financières et macroéconomiques et au manque d'habileté numérique, le PNUD soutiendra la création d'emplois verts décents, le renforcement des compétences, la diversification des chaînes d'approvisionnement, l'exploitation de l'intelligence artificielle et l'internalisation de la numérisation. Pour combler les lacunes en matière de capacités, le PNUD s'appuiera sur son vaste réseau d'experts, notamment les Volontaires des Nations Unies, les chercheurs universitaires, les administrateurs auxiliaires, le personnel et les stagiaires, afin d'améliorer les activités relatives à ses programmes. Pour accroître ses ressources ordinaires, le PNUD diversifiera ses partenariats pour y inclure les institutions financières internationales, le secteur privé et les fondations philanthropiques. En adaptant sa structure pour la rendre plus souple et plus efficace, le PNUD pourra faire face à la croissance attendue de son portefeuille. De plus, le PNUD continuera à exploiter l'expertise technique des niveaux régional et mondial et à promouvoir l'apprentissage Sud-Sud et la coopération triangulaire.

45. Pour s'attaquer aux normes sociales négatives persistantes en matière de genre, le PNUD collaborera avec le secteur privé, l'Observatoire rwandais du genre et le Rwanda Men's Resource Centre pour mettre en œuvre le label égalité des genres et promouvoir des initiatives de remise en question des normes socioculturelles. Pour lutter contre l'idéologie génocidaire et renforcer la cohésion sociale, le PNUD soutiendra l'unité nationale, la résilience communautaire, la prévention des conflits et les programmes d'intervention en fonction des menaces émergentes.

46. Pour garantir l'efficacité du programme, le Gouvernement rwandais en assurera la supervision au travers de son comité directeur pour l'initiative « Unis dans l'action ». Un conseil de programme du PNUD sera établi pour superviser la mise en œuvre du programme.

47. Le PNUD évaluera l'évolution du contexte financier et de la situation en matière de développement et ajustera la stratégie si nécessaire. Une approche par portefeuille permettra d'assurer la cohérence systémique, d'éviter les cloisonnements, de mutualiser l'allocation et la gestion des ressources pour une efficacité accrue et un impact renforcé, et d'intégrer un processus d'apprentissage continu pour des interventions plus performantes.

48. Le présent programme donne un aperçu de la contribution du PNUD aux résultats nationaux et constitue le principal moyen de rendre compte au Conseil d'administration de la mesure dans laquelle les résultats correspondent aux objectifs fixés et de l'utilisation des ressources allouées au programme. Pour chaque niveau (pays, région et siège), les responsabilités afférentes au programme de pays sont énoncées dans les politiques et procédures régissant les programmes et opérations du PNUD, ainsi que dans le dispositif de contrôle interne.

49. Le programme sera exécuté sur le plan national. Si nécessaire, l'exécution nationale peut être remplacée par l'exécution directe pour tout ou partie du programme en cas de force majeure. La politique harmonisée concernant les transferts de fonds sera appliquée en coordination avec les autres entités des Nations Unies de façon à gérer les risques financiers. Les définitions et les classifications des coûts afférents aux activités de programme et aux activités visant l'efficacité du développement seront appliquées aux différents projets concernés.

IV. Contrôle de l'exécution et évaluation du programme

50. Les dispositifs de contrôle de l'exécution et d'évaluation du programme sont alignés sur le Plan stratégique du PNUD (2022-2025), la Stratégie pour l'égalité entre les hommes et les femmes (2022-2025), le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2025-2029, les objectifs de développement durable et la stratégie nationale de transformation 2025-2029. Le descriptif de programme de pays tient compte de l'analyse et des recommandations de l'évaluation indépendante du programme de pays et de l'analyse commune de pays.

51. Le PNUD organisera des réunions annuelles d'analyse avec les partenaires de développement et le Gouvernement, afin d'évaluer les progrès accomplis par rapport aux réalisations et aux produits du programme. Les indicateurs du programme feront l'objet d'un suivi régulier permettant d'évaluer les progrès accomplis et de prendre des mesures correctrices en temps utile. Le PNUD et d'autres organismes des Nations Unies renforceront les capacités des services de l'État, notamment l'Institut national de la statistique du Rwanda et l'Office rwandais de la gouvernance, à produire des données ventilées par genre et par handicap afin de prendre des décisions en connaissance de cause. Dans un souci de suivi efficace des interventions et des capacités des partenaires, le PNUD procédera à des vérifications de la qualité du projet, à des vérifications des produits, à des visites sur le terrain et à des vérifications ponctuelles et assurera le suivi des recommandations des auditeurs. Le PNUD mènera une évaluation à mi-parcours, une évaluation finale et une évaluation du portefeuille à des fins d'apprentissage et d'adaptation, et participera aux examens annuels de haut niveau du Plan-cadre de coopération. La plateforme UN-Info sera utilisée pour suivre les résultats du Plan-cadre de coopération et du PNUD.

52. Le PNUD allouera au moins 15 % du budget-programme aux frais liés aux questions de genre, 3 % aux frais de suivi et 1 % aux frais d'évaluation et de communication, et utilisera le marqueur de genre institutionnel pour garantir la conformité et faire progresser l'égalité des genres. Les évaluations se feront conformément aux règles et règlements du PNUD de manière à améliorer la qualité de l'exécution du programme grâce à l'apprentissage et à l'adaptation. Le PNUD utilisera divers outils de communication et plateformes de médias sociaux pour diffuser des informations à des publics spécifiques, partager les résultats et améliorer le plaidoyer sur les questions de développement financées par les projets.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour le Rwanda (2025-2029)

Priorité ou objectif du pays : Transformation économique : Créer 1,25 million d'emplois productifs et décents, en mettant l'accent sur les débouchés pour les jeunes et les femmes, et construire une économie résiliente aux changements climatiques

Réalisation 1 énoncée dans le Plan-cadre de coopération (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : D'ici à 2029, les habitants du Rwanda, en particulier les groupes les plus vulnérables, disposent de meilleurs moyens de subsistance et bénéficient d'une croissance économique inclusive compétitive, diversifiée et résiliente qui promeut l'égalité des genres et la production et la consommation durables

Réalisation correspondante 1 du plan stratégique : La transformation structurelle est accélérée, notamment en ce qui concerne les transitions verte, inclusive et numérique

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
Indicateur : Investissements du secteur privé en pourcentage du PIB Niveau de référence : 10 % (2023) Niveau cible : 22 % (2029)	Source : Institut national de la statistique du Rwanda Fréquence de la collecte : Annuelle Entité responsable : Institut national de la statistique du Rwanda	Produit 1.1 : Renforcement des institutions publiques et privées pour favoriser la création d'emplois inclusifs et productifs et stimuler la croissance verte en faveur d'une économie résiliente. Indicateur 1.1.1 : Nombre d'emplois productifs et décents créés pour les jeunes Niveau de référence (2023) : 5 000 (hommes : 1 578, femmes : 3 422) Niveau cible (2029) : 40 000 (femmes : 18 000, hommes : 22 000), dont 5 000 personnes en situation de handicap Source : Rapport du programme national pour l'emploi Fréquence de la collecte : Annuelle	Ministère de l'environnement, Ministère des finances et de la planification économique, Ministère de la gestion des urgences, Ministère de la jeunesse et des arts, Ministère de l'environnement, Ministère du travail, Agence météorologique du Rwanda, Organisation météorologique mondiale, Autorité rwandaise de gestion de l'environnement, Fédération du secteur privé, Fondation Imbutu, Fondation Tony Elumelu, Rwanda Green Fund, Conseil national des personnes handicapées, Institut mondial de la croissance verte, organismes des Nations Unies.	Ressources ordinaires : 11 643 500 dollars Autres ressources : 55 519 285 dollars
Indicateur : Pourcentage des dépenses publiques allouées à l'environnement, aux ressources naturelles et à la lutte contre les changements climatiques. Niveau de référence (2023) : 4,9 % Niveau cible (2029) : 10 %	Source : Rapports annuels du Ministère des finances et de la planification économique Fréquence de la collecte : Semestrielle Entité responsable : Ministère des finances et de la planification économique	Indicateur 1.1.2 : Nombre de stratégies et de réformes d'orientation établies pour soutenir une économie verte, résiliente et inclusive Niveau de référence (2023) : 3 Niveau cible (2029) : 4 Source : Ministère de l'environnement, Ministère des finances et de la planification économique Fréquence de la collecte : Annuelle		

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
<p>Indicateur : Taux de chômage (indicateur de l'objectif de développement durable 8.5.2) ventilé par genre, handicap et âge).</p> <p>Niveau de référence (2023) : 16,8 % (femmes : 19,8 %, hommes : 14,1 %, jeunes : 20,5 %, population rurale : 17,3 %, population urbaine : 15,8 %)</p> <p>Niveau cible (2029) : 10 % (femmes : 15 %, hommes : 10 %, jeunes : 15 %, population rurale : 12 %, population urbaine : 10 %)</p>	<p>Source : Institut national de la statistique du Rwanda</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p> <p>Entité responsable : Ministère des finances et de la planification économique, Institut national de la statistique du Rwanda</p>	<p>Produit 1.2 : Les habitants du Rwanda, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées, disposent de capacités d'insertion professionnelle, ont accès aux technologies vertes et utilisent des ressources productives durables, l'innovation et des instruments d'investissement pour améliorer leurs moyens de subsistance et renforcer leur résilience.</p> <p>Indicateur 1.2.1 : Nombre de jeunes et de personnes handicapées dotés de capacités d'insertion professionnelle</p> <p>Niveau de référence (2023) : 2 000</p> <p>Niveau cible (2029) : 20 000 (femmes : 10 000, hommes : 10 000), dont 5 000 personnes en situation de handicap</p> <p>Source : Ministère de la jeunesse et des arts, Fondation Imbutu</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p> <p>Indicateur 1.2.2 : Nombre de femmes, d'hommes et de personnes handicapées bénéficiant directement d'initiatives visant à renforcer la résilience aux risques de catastrophe et aux risques climatiques</p> <p>Niveau de référence (2023) : 12 916 (5 166 femmes et 7 750 hommes)</p> <p>Niveau cible (2029) : 24 916 (9 966 femmes et 14 950 hommes), dont 50 personnes en situation de handicap</p> <p>Source : Ministère chargé de la gestion des situations d'urgence</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p>		

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
<p>Produit 1.3 : Les ressources naturelles sont protégées et gérées de façon à renforcer la productivité et les moyens de subsistance durables (indicateur 4.1 du cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources).</p> <p>Indicateur 1.3.1 : Nombre de personnes bénéficiant directement d'initiatives visant à protéger la nature et à promouvoir l'utilisation durable des ressources (indicateur 4.1.1 du cadre intégré)</p> <p>Niveau de référence (2023) : 796 132 (387 716 femmes et 408 416 hommes)</p> <p>Niveau cible (2029) : 1 000 000 (480 000 femmes et 520 000 hommes), dont 5 000 personnes en situation de handicap</p> <p>Source : Autorité rwandaise de gestion de l'environnement, Ministère de l'environnement</p> <p>Indicateur 1.3.2 : Superficie des écosystèmes fragiles ayant une plus grande résilience face aux changements climatiques (en hectares) (indicateur 4.1.1.C du cadre intégré)</p> <p>Niveau de référence (2023) : 23 369 hectares</p> <p>Niveau cible (2029) : 43 369 hectares</p> <p>Source : Ministère de l'environnement, Autorité rwandaise de gestion de l'environnement</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p> <p>Produit 1.4 : Les ménages dirigés par des femmes ont un meilleur accès à des modes de cuisson propre grâce à des solutions fondées sur la nature.</p> <p>Indicateur 1.4.1 : Nombre de ménages ayant accès à une énergie propre, abordable et durable (indicateur 5.1.1 du cadre intégré)</p> <p>Niveau de référence (2023) : 1 804</p> <p>Niveau cible (2029) : 20 000 (3 000 ménages dirigés par des femmes, 17 000 ménages dirigés par des hommes)</p>				

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
<p>Source : Institut national de la statistique du Rwanda, Ministère chargé de l'énergie, Ministère chargé de l'emploi</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p>				
<p>Priorité ou objectif du pays : Améliorer la prestation de services et la participation des citoyens</p> <p>Réalisation 2 énoncée dans le Plan-cadre de coopération (ou équivalent) faisant intervenir le PNUD : D'ici à 2029, les habitants du Rwanda jouissent d'une gouvernance transparente et responsable qui favorise une transformation socioéconomique inclusive et équitable, les droits humains, l'égalité des genres, l'unité, la paix et la sécurité</p> <p>Réalisation correspondante 2 du plan stratégique : Personne n'est laissé pour compte, l'accent étant mis sur l'égalité des chances et sur une approche fondée sur les droits et centrée sur le pouvoir d'action et le développement humains</p>				
<p>Indicateur : Niveau de satisfaction des citoyens quant à la qualité des services fournis.</p> <p>Niveau de référence (2023) : 78,28 %</p> <p>Niveau cible (2029) : 87 %</p>	<p>Source : Tableau de bord de la gouvernance au Rwanda (Rwanda Governance Scorecard)</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p> <p>Entité responsable : Office rwandais de la gouvernance</p>	<p>Produit 2.1 : Renforcement des capacités des institutions et des systèmes nationaux et infranationaux à fournir à toutes et à tous des services de qualité inclusifs, résilients, fondés sur les droits, porteurs de transformation du genre.</p> <p>Indicateur 2.1.1 : Nombre de politiques inclusives et de cadres réglementaires/institutionnels élaborés et soutenus en vue de leur mise en œuvre</p> <p>Niveau de référence (2023) : 6</p> <p>Niveau cible (2029) : 11</p> <p>Source : Tableau de bord de la gouvernance au Rwanda (Rwanda Governance Scorecard) et rapports sur les plans stratégiques sectoriels</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p>	<p>Cabinet du Premier ministre, Ministère des finances et de la planification économique, Ministère de l'administration locale, Ministère de la justice, Ministère des technologies de l'information et de communication et de l'innovation, Ministère de l'unité nationale et de l'engagement civique, Office rwandais de la gouvernance, Office de l'Ombudsman, l'Autorité fiscale du Rwanda, Office rwandais de normalisation, Observatoire rwandais du genre, Bureau d'enquête du Rwanda, police nationale du Rwanda, Rwanda Peace Academy, Institut médicolégal de Kigali, Commission nationale des droits de l'homme, parlementaires, services</p>	<p>Ressources ordinaires : 16 282 500 dollars</p> <p>Autres ressources : 8 677 133 dollars</p>
<p>Indicateur : Niveau de participation citoyenne et d'inclusion dans les programmes et processus nationaux.</p> <p>Niveau de référence (2023) : 84,04 %</p> <p>Niveau cible (2029) : 90 %</p>	<p>Source : Tableau de bord de la gouvernance au Rwanda (Rwanda Governance Scorecard)</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p> <p>Entité responsable : Office rwandais de la gouvernance</p>	<p>Indicateur 2.1.2 : Mesure dans laquelle les institutions nationales et infranationales ont amélioré leurs capacités à fournir des services inclusifs de qualité, ventilés par niveau national et infranational</p> <p>Niveau de référence (2023)¹⁵ : niveau national : 2 ; niveau infranational : 1¹⁶</p>		
<p>Indicateur : Proportion de citoyens satisfaits de la</p>	<p>Source : Tableau de bord de la gouvernance au Rwanda</p>			

¹⁵ Un système d'évaluation national et institutionnel sera mis au point avec le Gouvernement pour mesurer trois niveaux de capacités de base : 1 = faible, 2 = moyen, 3 = élevé.

¹⁶ Un système d'évaluation national et institutionnel sera mis au point avec le Gouvernement pour mesurer trois niveaux de capacités de base : 1 = faible, 2 = moyen, 3 = élevé.

<i>Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable</i>	<i>Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)</i>
sécurité des personnes et des biens.	(Rwanda Governance Scorecard)	Niveau cible (2029) : niveau national : 5 ; niveau infranational : 23	pénitentiaires rwandais, Forum national des organisations politiques, Fontation Imbuto, médias, organisations de la société civile, organisations d'inspiration religieuse, Fédération du secteur privé, Conseil national des personnes handicapées, Fondation Mastercard, Groupe de la Banque mondiale, Gouvernement japonais, Agence de coopération internationale de la République de Corée, organismes des Nations Unies	
Niveau de référence (2023) : 86,81 %	Fréquence de la collecte : Annuelle	Source : Tableau de bord de la gouvernance au Rwanda (Rwanda Governance Scorecard) et rapports sur les plans stratégiques sectoriels		
Niveau cible (2029) : 90 %	Entité responsable : Office rwandais de la gouvernance	Fréquence de la collecte : Annuelle		
		Indicateur 2.1.3 : Nombre de solutions numériques fonctionnelles, transformatrices et centrées sur les personnes ayant bénéficié d'un soutien, y compris l'intelligence artificielle Niveau de référence (2023) : 5 Niveau cible (2039) : 10 Source : Rapports sur les plans stratégiques sectoriels, rapports de programme Fréquence de la collecte : Annuelle		
		Indicateur 2.1.4 : Pourcentage d'arriérés judiciaires et nombre d'initiatives soutenues pour promouvoir les droits humains, ventilés par arriérés et par initiatives Niveau de référence (2023) : Arriérés judiciaires : 62 % Initiatives de promotion des droits humains : 3 Niveau cible (2029) : Arriérés judiciaires : 30 % Initiatives de promotion des droits humains : 6 Source : Rapports sur les plans stratégiques sectoriels Fréquence de la collecte : Annuelle		

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
<p>Produit 2.2 : Les populations vivent dans un environnement uni, pacifique, sûr et inclusif et bénéficient d'un accès équitable à des services de qualité résilients et tenant compte des questions de genre.</p> <p>Indicateur 2.2.1 : Nombre d'initiatives inclusives visant à promouvoir l'unité nationale, la résilience communautaire, la paix régionale et internationale et la sécurité</p> <p>Niveau de référence (2023) : 6</p> <p>Niveau cible (2029) : 11</p> <p>Source : Baromètre de l'unité nationale et rapports sur les plans stratégiques sectoriels</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p> <p>Indicateur 2.2.2 : Nombre de programmes et de systèmes innovants ayant bénéficié d'un soutien pour prévenir et combattre les crimes nouveaux et émergents (traite des êtres humains, cybercriminalité, crimes contre l'environnement)</p> <p>Niveau de référence (2023) : 6</p> <p>Niveau cible (2029) : 9</p> <p>Source : Rapports sur les plans stratégiques sectoriels, rapports de programme</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p> <p>Indicateur 2.2.3 : Nombre de personnes bénéficiant d'initiatives inclusives visant à promouvoir l'unité nationale, la résilience communautaire, la paix régionale et internationale et la sécurité, ventilé par genre et par âge</p> <p>Niveau de référence (2023) : 4 000 personnes</p> <p>Niveau cible (2029) : 8 000 personnes</p> <p>(3 000 hommes, 3 000 femmes, 2 000 jeunes)</p> <p>Source : Rapports sur les plans stratégiques sectoriels, rapports de programme</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p>				

Produit 2.3 : Nombre de dispositifs soutenant l'exercice des responsabilités et la participation des femmes, par la mise en œuvre de mesures d'action positive, le renforcement des institutions et des organisations de la société civile et la levée des obstacles structurels, le but étant de faire progresser l'égalité des genres, y compris en contexte de crise (indicateur 6.2 du cadre intégré).

Indicateur 2.3.1 : Nombre de partenariats/initiatives avec des organisations de la société civile dirigées par des femmes et d'autres organes et réseaux visant à faire progresser l'égalité des genres et l'exercice de responsabilités par les femmes ainsi que leur participation (indicateur 6.2.2 du cadre intégré)

Niveau de référence (2023) : 3

Niveau cible (2029) : 9

Source : Rapport sur l'état de genre (Gender Status Report)

Fréquence de la collecte : Annuelle

Indicateur 2.3.2 : Nombre d'entreprises privées et d'institutions publiques certifiées selon les normes nationales en matière de genre (RS/560:2023), avec ventilation entre entreprises privées et institutions publiques

Niveau de référence (2024) : 0

Entreprises privées : 0 ;

institutions publiques : 0

Niveau cible (2029) : 40

Entreprises privées : 30 ;

institutions publiques : 10

Source : Rapport sur l'état de genre (Gender Status Report)

Fréquence de la collecte : Annuelle

Indicateur 2.3.3 : Pourcentage de femmes occupant des postes de direction au niveau infranational

Niveau de référence (2024) : 72,40 %

Niveau cible (2029) : 75 %

Source : Rapport sur l'état de genre (Gender Status Report) et Tableau de bord de la gouvernance au Rwanda (Rwanda Governance Scorecard)

Fréquence de la collecte : Annuelle

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
<p>Produit 2.4 : Le Gouvernement et les acteurs non étatiques ont renforcé les mesures de transparence, de responsabilité et de lutte contre la corruption afin d'améliorer la gouvernance.</p> <p>Indicateur 2.4.1 : Nombre de mesures/outils visant à renforcer la responsabilité (notamment la responsabilité sociale), à prévenir et atténuer les risques de corruption, et à intégrer la lutte contre la corruption dans la gestion des fonds publics, la prestation de services et d'autres secteurs aux niveaux national et infranational (indicateur 2.1.1 du cadre intégré)</p> <p>Niveau de référence (2024) : 8</p> <p>Niveau cible (2029) : 13</p> <p>Source : Rapports sur les plans stratégiques sectoriels</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p> <p>Indicateur 2.4.2 : Pourcentage de participation des acteurs non étatiques à la formulation des politiques et à la mise en œuvre des stratégies et des programmes, ventilé par groupe (médias, organisations de la société civile, organisations d'inspiration religieuse)</p> <p>Niveau de référence (2024) : 82,61 %</p> <p>Organisations de la société civile et organisations d'inspiration religieuse : 80,83 %</p> <p>Médias : 84,40 %</p> <p>Niveau cible (2029) : 87,5 %</p> <p>Organisations de la société civile et organisations d'inspiration religieuse : 87 %</p> <p>Médias : 87 %</p> <p>Source : Tableau de bord de la gouvernance au Rwanda (Rwanda Governance Scorecard) et rapports sur les plans stratégiques sectoriels</p> <p>Fréquence de la collecte : Annuelle</p>				

Indicateurs de réalisation, niveaux de référence et niveaux cibles	Source des données, fréquence de la collecte, et entité responsable	Produits indicatifs (indicateurs, niveaux de référence et niveaux cibles)	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation (en dollars des États-Unis)
		Indicateur 2.4.3 : Nombre de systèmes et d’outils mis au point/améliorés par le Gouvernement pour renforcer le principe de responsabilité Niveau de référence (2024) : 5 Niveau cible (2029) : 10 Source : Tableau de bord de la gouvernance au Rwanda (Rwanda Governance Scorecard) Fréquence de la collecte : Annuelle		